9 - Action économique	
93 - Agriculture, pêche, agro - industrie	41.60
Soutien à la construction publique en bois local	

PROGRAMME(S)

93.22 - Innovation et adaptation

TYPOLOGIE DES CREDITS

AA

EXPOSÉ DES MOTIFS

Les forêts et la construction bois jouent un rôle significatif dans l'atténuation du changement climatique, par les volumes de carbone stocké et les faibles émissions de GES liées à l'utilisation du bois matériau (notamment local) par rapport aux autres matériaux de construction. Ainsi, l'utilisation du bois local en construction répond parfaitement aux attentes sociétales et aux enjeux du changement climatique.

La Bourgogne Franche-Comté est la cinquième région forestière par sa surface. Elle dispose d'une ressource en bois abondante et de qualité et qui s'accroît. La filière forêt - bois emploie 23 500 personnes dont 19 200 salariés dans 4 630 établissements (chiffres 2015). Les établissements de la filière ont produit une richesse de près d'un milliard d'euros en 2014, soit 2,2 % de celle produite par l'économie régionale.

Le Contrat forêt bois régional identifie d'ailleurs comme enjeu majeur le développement des usages du bois. Cela constitue l'objectif stratégique n°3 : « Développer et diversifier les marchés ».

L'objectif opérationnel 3.4 « Favoriser le bois dans l'achat public en privilégiant le bois régional » identifie plus particulièrement les maîtres d'ouvrages publics comme pouvant jouer un rôle important dans le développement de la filière, en favorisant l'utilisation des ressources et productions locales et en faisant émerger des bâtiments exemplaires.

Pour répondre à cet objectif, la réalisation de bâtiments à maîtrise d'ouvrage publique réalisés avec des bois locaux fait l'objet d'un accompagnement financier par la Région depuis de nombreuses années dans le cadre du RI 41.60 « Bâtiments bois ».

BASES LÉGALES

- Code Général des Collectivités Locales
- Régimes d'aide d'Etat :
 - Règlement Général d'Exemption par catégorie (UE) 2021/1237 de la Commission du 23 juillet 2021 modifiant le Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;
 - Règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis modifié par le règlement (UE) n°2020/972 du 2 juillet 2020
 - Règlement (UE) n°360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général modifié par le règlement (UE) n°2018/1923 du 7 décembre 2018 et par le règlement (UE) n°2020/1474 du 13 octobre 2020 ;
 - Régime cadre exempté de notification N° SA. 100189 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ;
 - Régime cadre exempté n° SA.58979 relatif aux Aides à Finalité Régionale pour la période 2014-2023 ;
 - Régime cadre exempté de notification N° SA.58980 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2023 ;
 - Régime cadre exempté de notification N° SA.58993 relatif aux aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles pour la période 2014-2023 ;

- Régime cadre exempté de notification N°SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2023 ;
- Régime cadre exempté de notification N° SA.59108 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023 ;
- Régime cadre notifié N°SA 43783 relatif aux aides aux services et à la rénovation des villages dans les zones rurales et prorogé par le régime N°59142 jusqu'au 31/12/2025 ;
- Décision 2005/842/CE abrogée par la Décision 2012/21/UE (SIEG logement social) ;
- Régime cadre temporaire SA.56985 (2020/N) – France – COVID 19 : Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises, prolongé au 06/12/2021 par l'aide d'État SA.100959 (2021/N) – France - COVID-19 : modification des régimes d'aides d'État SA.56709, SA.56868, SA.56985, SA.57367, SA.57695, SA.57754.

DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION

OBJECTIFS

Ce règlement d'intervention a pour but d'inciter à l'utilisation du bois local dans la construction et la rénovation de bâtiments à maîtrise d'ouvrage publique.

NATURE ET MONTANT

Subvention représentant au maximum, sous réserve du maximum d'aide autorisé par la réglementation des aides d'Etat :

Type de construction	Spécificité du projet	Taux d'aide (sous réserve régime d'aide)	Bonus si recours à des bois scolytés
Construction neuve et extension	Charpente en bois	20%	+ 10%
	Projet intégrant à minima l'ossature ET la charpente en bois	40%	+ 10%
Rénovation	Projet intégrant à minima un des postes suivants en bois : a. charpente, b. planchers, c. bardage, d. menuiseries e. ossatures pour la pose d'isolants	40%	+ 10%

Montants d'aide « plancher » et « plafond » :

- Aide plancher : 5 000 € ;
- Plafond : 250 000 €.

Les taux d'aide maximum publics et/ou montants maximum publics sont définis en fonction des régimes d'aide d'Etat applicables :

- Dans le cas de l'application du régime PME : le taux d'intervention est de 20 % pour les « petites entreprises » au sens européen du terme (-50 salariés, -10 M€ de CA et/ou -10 M€ de total bilan) et 10% pour les moyennes entreprises (de 50 à 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros), ce taux peut être majoré de 10 % pour les projets situés en zonage AFR (passage de 20% à 30% ou de 10% à 20%) ;
- Dans le cas de l'application du règlement *de minimis*, dans la limite de 200 000 € d'aides dites *de minimis* sur une période de 3 exercices fiscaux ;
- Dans le cas de l'application des régimes SA.58993, SA.42681 et SA.58993, dans la limite de la différence entre les coûts d'investissement et la marge d'exploitation de l'investissement ;
- Dans le cas des logements, au travers de l'application du règlement SIEG, le taux d'aide ne pourra pas dépasser la surcompensation (critères définis par DHUP/ANCT) pour les bailleurs sociaux et 500 000€ pour les collectivités (de minimis SIEG).

FINANCEMENT

Le financement qui peut être accordé au titre du présent règlement n'est pas cumulable avec une autre aide régionale sur la même assiette éligible.

La Région intervient dans la limite des crédits.

BÉNÉFICIAIRES

- Collectivités locales et leurs groupements, sociétés d'économie mixte (SEM), et sociétés publiques locales (SPL), Etablissement public foncier local (EPFL) agissant pour ces territoires ;
- Établissements publics ;
- Organismes HLM : offices publics de l'habitat (OPH), sociétés coopératives d'HLM, entreprises sociales de l'habitat (ESH) ;
- Les associations accueillant du public.

Le projet doit être localisé en Bourgogne-Franche-Comté.

CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

PROJETS ÉLIGIBLES

Les constructions neuves, les extensions et les rénovations sont éligibles.

Les bâtiments devront répondre à la réglementation en vigueur lorsqu'ils sont concernés et respecter les éco-conditionnalités décrites en annexe 2. En cas d'impossibilité technique justifiée, une dérogation est possible après analyse et validation par les services de la Région.

Les bâtiments non soumis à la réglementation thermique en vigueur sont également éligibles (hangar, bâtiments non chauffés, ...).

Les projets de rénovation contribuant à créer de nouveaux logements, y compris logements sociaux, ne sont éligibles que dans les pôles de centralité dont la liste figure en annexe ou sur une commune identifiée dans une stratégie locale de l'habitat.

Les projets contribuant à créer des locaux de santé devront s'intégrer dans un exercice coordonné de santé validé par l'Agence Régionale de Santé : maison de santé pluriprofessionnelle, centre de santé polyvalent ou équipe de soins primaires. Ces projets seront analysés en lien avec les services régionaux chargés de la mise en œuvre de la feuille de route santé régionale.

ÉLIGIBILITÉ DES BOIS

Sont éligibles les projets vérifiant **l'un des critères** suivant pour les bois utilisés dans la construction :

Critère 1 : Bois certifié « AOC Bois du Jura », « Bois des territoires du Massif central™ », ou équivalent (respectant les critères de certification).

Critère 2 : Bois nécessaire au projet fourni par le maître d'ouvrage

La fourniture de bois par le maître d'ouvrage peut s'entendre de plusieurs manières :

- La collectivité est propriétaire de forêts : elle fournit, via l'ONF, une coupe de bois au titulaire du marché ;
- Ou la collectivité n'est pas propriétaire de forêt, ou les forêts dont elle est propriétaire ne suffisent pas à la réalisation du projet : elle obtient l'accord d'une commune proche (le plus souvent du même périmètre communautaire) pour que celle-ci fournisse, via l'ONF, une coupe de bois au titulaire du marché

Critère 3 : bois s'inscrivant dans un projet de construction ou de rénovation, démontrant des performances en matière de développement des approvisionnements directs et de retombées territoriales en termes économique, sociale et environnementale.

Il convient de justifier que tout a été mis en œuvre pour optimiser l'origine local des bois dès l'amont du projet :

- Préparation du marché de travaux, de fourniture et/ou de service en réalisant un recensement des professionnels du territoire en capacité de répondre aux conditions particulières du marché
- Choix d'essences disponibles dans la région ;
- Choix techniques permettant l'accès au marché par les entreprises de la région ;
- Allotissement du projet permettant l'accès au marché par les entreprises de la région ;
- Recours au principe de circuit court ;
- Définition des critères de sélection pour l'analyse des offres ;

Ce bois doit par ailleurs être issu de forêts gérées durablement (label PEFC, FSC ou équivalent).

L'origine et la traçabilité des bois doivent être démontrées.

DÉPENSES ÉLIGIBLES

- Constructions neuves et extensions :

Sont éligibles :

- A) Les équipements en bois :
 - Ossature ;
 - Charpente ;
 - Bardage ;
 - Menuiseries ;
 - Aménagements intérieurs ou extérieurs fixes.
- B) L'ingénierie associée (MOE, SPS, CT, AMO, etc...) limitée à 10% des montants d'investissement éligibles.
- C) Les dépenses de communication (cf. dispositions diverses).

- Rénovation :

Sont éligibles :

- A) Les équipements en bois :
 - Charpente ;
 - Bardage ;
 - Menuiseries ;
 - Planchers ;
 - Ossatures pour la pose d'isolants ;
 - Aménagements intérieurs ou extérieurs fixes.
- B) L'ingénierie associée (MOE, SPS, CT, AMO, etc...) limitée à 10% des montants d'investissement éligibles.
- C) Les dépenses de communication (cf. dispositions diverses).

Les demandes comportant uniquement des dépenses d'ingénierie, sans être suivies des investissements, ne sont pas éligibles.

Les garanties, les provisions, les imprévus et les aléas ne sont pas éligibles.

Le montant HT des dépenses liées à la mise en œuvre de bois doit être supérieur ou égal à 10 000 €.

PROCÉDURE

DÉPÔT

Dépôt des demandes complètes de subvention en ligne sur le site de la Région, au plus tard le 31/12/2022 par les maîtres d'ouvrage et instruction au fil de l'eau des demandes. Cette demande devra être faite en phase APD (Avant-projet définitif).

Toute demande doit être accompagnée d'une délibération de la collectivité ou de l'établissement sollicitant l'aide de la Région, exprimant la décision de construire en bois et approuvant le projet et son plan de financement prévisionnel.

Pour les projets portés par des associations accueillant du public et concernant une activité économique, la participation de la Région est conditionnée à la participation de l'EPCI concerné.

Le dossier devra comporter les pièces suivantes :

- Attestation d'assujettissement ou de non assujettissement à TVA pour les dépenses relatives à l'opération subventionnée
- Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée
- Plan de financement de l'opération ;
- Plan de situation et descriptif du bâtiment projeté ;
- Note technique détaillant les dispositions envisagées par le maître d'ouvrage pour optimiser l'utilisation de bois local vérifiant les critères d'éligibilité détaillés ci-dessus ;
- Attestation sur l'honneur de recours à du bois local vérifiant les critères d'éligibilité détaillés ci-dessus ;

- Cahier des clauses techniques et particulières des lots bois.
- Estimatif ou devis détaillé des lots bois ;
- Permis de construire (la copie du récépissé de dépôt de la demande suffit). Une copie de l'arrêté accordant le permis de construire sera néanmoins exigée pour le versement de la subvention ;
- Domiciliation bancaire ou coordonnées du comptable assignataire, tamponnée par la structure porteuse ;
- Pour les porteurs publics : délibération autorisant l'opération ;
- Pour les projets relevant d'une activité économique : délibération de l'EPCI accordant un financement ;
- Si recours au critère 2 :
 - o Fiche(s) de martelage de la ou des coupes qui feront l'objet d'une vente de gré à gré au titulaire du marché indiquant leur localisation et leurs caractéristiques ;
 - o Aménagement forestier en vigueur ;
 - o Numéro d'adhérent PEFC (souvent indiqué dans l'aménagement forestier) ;
- Si recours au critère 3 : Tout élément permettant de démontrer la démarche mise en œuvre.

Le Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté établira un accusé de réception complet lorsque toutes ces pièces auront été transmises. Les investissements ne devront en aucun cas avoir reçu un début d'exécution avant la date de de dépôt de dossier complet inscrite dans cet accusé de réception.

Les dépenses d'investissements doivent être réalisées dans les 3 ans suivant la signature de la convention.

MODALITÉS DE VERSEMENT

- Avance possible de 20 % à signature de la convention sur demande du bénéficiaire, qui doit justifier l'engagement de l'opération (ordre de service),
- Un acompte, dont le montant ne peut être inférieur à 20 % du montant de l'aide, peut être versé sur justification des dépenses acquittées (relevé certifié conforme détaillé visé de la personne compétente accompagné des factures acquittées).
L'acompte est calculé au prorata des dépenses réalisées. En cas de versement d'une avance, l'acompte ne peut être versé que si sont justifiées les dépenses afférentes à l'avance.
L'avance et l'acompte seront plafonnés à 80% du montant de la subvention.
- Le solde, calculé au prorata des dépenses réalisées, est versé sur présentation des pièces suivantes :
 - Pièces générales :
 - o D'un état récapitulatif des dépenses réalisées accompagné des factures et des mandats acquitté-e-s
 - o D'un bilan financier signé par une personne compétente ;
 - o La déclaration d'achèvement de travaux (DAT) le cas échéant ;
 - o L'attestation d'assurance du bâtiment ;
 - o Des éléments justifiant de l'origine des bois.
 - o Dans le cas du recours à des bois scolytés, la preuve de la réalité du recours à des bois scolytés (photos, mention sur facture, etc...) ;
 - o Pour les projets soumis à éco-conditionnalité : documents certifiant la performance du bâtiment (un test de perméabilité pour les constructions et les rénovations globales soumises à la réglementation en vigueur) ;
 - o Des indicateurs d'évaluation (voir chapitre Évaluation) ;
 - o D'une photographie attestant de la communication sur les aides publiques et entreprises ayant participé au projet (voir dispositions diverses),
 - Pièces spécifiques au critère 1 :
 - o Factures d'achat des bois certifiés ;
 - o Ou preuves du respect du cahier des charges de la certification visée ;
 - o Ou preuves de la démarche de certification en cours.
 - Pièces spécifiques au critère 2 :
 - o Contrat de vente établi par l'ONF pour le compte de la commune avec le titulaire du marché.

L'aide versée est proportionnelle à la dépense subventionnable réelle constatée.

DÉCISION

L'aide est attribuée sur la base d'une délibération du Conseil régional (Assemblée plénière ou Commission permanente).

ÉVALUATION

Indicateurs à fournir au moment du solde :

- Surfaces de bâtiments créés ;
- Surfaces de bâtiments rénovés ;
- Essence, volume (m3) et poids de bois utilisés dans la construction réalisée ;
- Nombre d'entreprises locales impliquées ;
- Origine des bois.

DISPOSITIONS DIVERSES

Durée de la validité du RI : le règlement d'intervention est applicable jusqu'au 30 juin 2023.

Si le bâtiment concerné porte sur des locaux spécifiques (par exemple piscine ou patinoire), une analyse au cas par cas est réalisée par les services de la Région avec une fixation d'objectifs de performance spécifiques, ambitieux et réalistes.

Il sera demandé au bénéficiaire de communiquer sur l'aide du Conseil régional et les entreprises ayant participé à la maîtrise d'œuvre au moyen d'un panneau visible par le public comportant le logo de la Région et les informations principales du projet. Cet affichage doit être maintenu pendant 5 ans minimum après la finalisation du chantier.

Annexes :

Annexe 1 : Liste des territoires éligibles

Annexe 2 : Éco-conditionnalités

Annexe 3 : Convention type investissement personne privée

Annexe 4 : Convention type investissement personne publique

Annexe 5 : Convention type éco-conditionnalité investissement personne privée

Annexe 6 : Convention type éco-conditionnalité investissement personne publique

TEXTES DE REFERENCES

- Délibération n° 17AP.152 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 29 et 30 juin 2017

- Délibération n° 19AP.71 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 29 mars 2019

- Délibération n° 20AP.222 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 9 octobre 2020 (donnant délégation à la Commission permanente)

- Délibération n° 21CP.106 de la Commission permanente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 5 février 2021

- Délibération n° 22CP.452 de la Commission permanente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 6 mai 2022

Liste des territoires éligibles

AHUY	21	Pôle de proximité
AISEREY	21	Pôle de proximité
ALISE-SAINTE-REINE	21	Pôle de proximité
AMANCEY	25	Pôle de proximité
ANCY-LE-FRANC	89	Pôle de proximité
ANDELNANS	90	Pôle de proximité
ANOST	71	Pôle de proximité
APPOIGNY	89	Pôle de proximité
ARBOIS	39	Centralité
ARC-ET-SENANS	25	Pôle de proximité
ARC-LÈS-GRAY	70	Pôle de proximité
ARC-SUR-TILLE	21	Pôle de proximité
ARINTHOD	39	Pôle de proximité
ARNAY-LE-DUC	21	Centralité
AUDINCOURT	25	Pôle de proximité
AUGY	89	Pôle de proximité
AUTUN	71	Pôle Structurant
AUXERRE	89	Pôle Structurant
AUXONNE	21	Centralité
AVALLON	89	Centralité
AVANNE-AVENEY	25	Pôle de proximité
AVOUDREY	25	Pôle de proximité
BAIGNEUX-LES-JUIFS	21	Pôle de proximité
BART	25	Pôle de proximité
BAUME-LES-DAMES	25	Centralité
BAVANS	25	Pôle de proximité
BAVILLIERS	90	Centralité
BEAUCOURT	90	Centralité
BEAUFORT	39	Pôle de proximité
BEAUNE	21	Pôle structurant
BELFORT	90	Pôle Structurant
BELLEHERBE	25	Pôle de proximité
BELLENEUVE	21	Pôle de proximité
BESANÇON	25	Pôle Structurant
BESSONCOURT	90	Pôle de proximité
BETHONCOURT	25	Pôle de proximité
BEURE	25	Pôle de proximité
BLAMONT	25	Pôle de proximité
BLANZY	71	Centralité
BLENEAU	89	Pôle de proximité
BLETTERANS	39	Centralité
BLIGNY-SUR-OUCHÉ	21	Pôle de proximité
BOIS-D'AMONT	39	Pôle de proximité
BOUCLANS	25	Pôle de proximité
BOURBON-LANCY	71	Centralité
BOUROGNE	90	Pôle de proximité
BRANGES	71	Pôle de proximité
BRAZEY-EN-PLAINE	21	Pôle de proximité
BRIENON-SUR-ARMANCON	89	Pôle de proximité
BROCHON	21	Pôle de proximité
BUXY	71	Centralité

CERCY-LA-TOUR	58	Pôle de proximité
CERISIERS	89	Pôle de proximité
CHABLIS	89	Pôle de proximité
CHAGNY	71	Centralité
CHALEZEULE	25	Pôle de proximité
CHALLUY	58	Pôle de proximité
CHALON-SUR-SAONE	71	Pôle Structurant
CHAMPAGNEY	70	Pôle de proximité
CHAMPAGNOLE	39	Centralité
CHAMPFORGEUIL	71	Pôle de proximité
CHAMPIGNELLES	89	Pôle de proximité
CHAMPIGNY	89	Pôle de proximité
CHAMPLITTE	70	Pôle de proximité
CHAMPS-SUR-YONNE	89	Pôle de proximité
CHAMPVANS	39	Pôle de proximité
CHANTENAY-SAINT-IMBERT	58	Pôle de proximité
CHARNAY-LES-MACON	71	Pôle de proximité
CHARNY OREE DE PUISAYE	89	Pôle de proximité
CHAROLLES	71	Centralité
CHARQUEMONT	25	Pôle de proximité
CHATEAU-CHINON (VILLE)	58	Centralité
CHATEL-CENSOIR	89	Pôle de proximité
CHÂTENOIS-LES-FORGES	90	Pôle de proximité
CHATENOY-LE-ROYAL	71	Centralité
CHATILLON-EN-BAZOIS	58	Pôle de proximité
CHÂTILLON-LE-DUC	25	Pôle de proximité
CHATILLON-SUR-SEINE	21	Centralité
CHAUFFAILLES	71	Centralité
CHAUSSIN	39	Pôle de proximité
CHAUX-DES-CROTENAY	39	Pôle de proximité
CHENOVE	21	Centralité
CHENY	89	Pôle de proximité
CHEROY	89	Pôle de proximité
CHEVANNES	89	Pôle de proximité
CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR	21	Centralité
CHÈVREMONT	90	Pôle de proximité
CHOISEY	39	Pôle de proximité
CIRY-LE-NOBLE	71	Pôle de proximité
CLAIRVAUX-LES-LACS	39	Pôle de proximité
CLAMECY	58	Centralité
CLUNY	71	Centralité
COLOMBIER-FONTAINE	25	Pôle de proximité
COMBEAUFONTAINE	70	Pôle de proximité
CORBENAY	70	Pôle de proximité
CORBIGNY	58	Centralité
CORGOLOIN	21	Pôle de proximité
CORMATIN	71	Pôle de proximité
COSNE-COURS-SUR-LOIRE	58	Centralité
COTEAUX DU LIZON	39	Pôle de proximité
COUCHES	71	Pôle de proximité
COULANGES-LA-VINEUSE	89	Pôle de proximité
COULANGES-LES-NEVERS	58	Pôle de proximité
COULANGES-SUR-YONNE	89	Pôle de proximité
COURSON-LES-CARRIERES	89	Pôle de proximité
COUSANCE	39	Pôle de proximité

CRAVANCHE	90	Pôle de proximité
CRECHES-SUR-SAONE	71	Pôle de proximité
CRISSEY	71	Pôle de proximité
CUISEAUX	71	Pôle de proximité
CUISERY	71	Pôle de proximité
DAIX	21	Pôle de proximité
DAMPARIS	39	Pôle de proximité
DAMPIERRE	39	Pôle de proximité
DAMPIERRE-LES-BOIS	25	Pôle de proximité
DAMPIERRE-SUR-SALON	70	Pôle de proximité
DAMPRICHARD	25	Pôle de proximité
DANJOUTIN	90	Pôle de proximité
DANNEMARIE-SUR-CRÊTE	25	Pôle de proximité
DECIZE	58	Centralité
DELLE	90	Centralité
DEVECEY	25	Pôle de proximité
DIGOIN	71	Centralité
DIJON	21	Pôle structurant
DOLE	39	Pôle Structurant
DOMBLANS	39	Pôle de proximité
DOMPIERRE-LES-ORMES	71	Pôle de proximité
DONZY	58	Pôle de proximité
DORNES	58	Pôle de proximité
DOUBS	25	Pôle de proximité
DRACY-LE-FORT	71	Pôle de proximité
ÉCHENOZ-LA-MÉLINE	70	Pôle de proximité
ÉCOLE-VALENTIN	25	Centralité
ECUISSSES	71	Pôle de proximité
ENTRAINS-SUR-NOHAIN	58	Pôle de proximité
EPINAC	71	Pôle de proximité
EPOISSES	21	Pôle de proximité
ESSERT	90	Pôle de proximité
ETAIS-LA-SAUVIN	89	Pôle de proximité
ÉTALANS	25	Pôle de proximité
ETANG-SUR-ARROUX	71	Centralité
ÉTUEFFONT	90	Pôle de proximité
ÉTUPES	25	Pôle de proximité
ÉVETTE-SALBERT	90	Pôle de proximité
EXINCOURT	25	Pôle de proximité
FAUCOGNEY-ET-LA-MER	70	Pôle de proximité
FAVERNEY	70	Pôle de proximité
FESCHES-LE-CHÂTEL	25	Pôle de proximité
FLEUREY-SUR-OUCHE	21	Pôle de proximité
FLOGNY-LA-CHAPELLE	89	Pôle de proximité
FONCINE-LE-HAUT	39	Pôle de proximité
FONTAINE-FRANCAISE	21	Pôle de proximité
FONTAINE-LES-DIJON	21	Centralité
FONTAINES	71	Pôle de proximité
FOUCHERANS	39	Pôle de proximité
FOUGEROLLES	70	Pôle de proximité
FOURCHAMBAULT	58	Centralité
FOURS	58	Pôle de proximité
FRAISANS	39	Pôle de proximité
FRANOIS	25	Pôle de proximité
FRASNE	25	Pôle de proximité

FRESNE-SAINT-MAMÈS	70	Pôle de proximité
FROIDECONCHE	70	Pôle de proximité
FROTEY-LÈS-VESOUL	70	Pôle de proximité
GARCHIZY	58	Pôle de proximité
GENELARD	71	Pôle de proximité
GENLIS	21	Centralité
GERGY	71	Pôle de proximité
GEVREY-CHAMBERTIN	21	Centralité
GILLEY	25	Pôle de proximité
GIROMAGNY	90	Pôle de proximité
GIVRY	71	Centralité
GRAND-CHARMONT	25	Pôle de proximité
GRANDVILLARS	90	Pôle de proximité
GRAY	70	Centralité
GRON	89	Pôle de proximité
GUERIGNY	58	Pôle de proximité
GUEUGNON	71	Centralité
GURGY	89	Pôle de proximité
GY	70	Pôle de proximité
HAUTS-DE-BIENNE	39	Centralité
HÉRICOURT	70	Centralité
HÉRIMONCOURT	25	Pôle de proximité
HERY	89	Pôle de proximité
HOUTAUD	25	Pôle de proximité
HURIGNY	71	Pôle de proximité
IGUERANDE	71	Pôle de proximité
IMPHY	58	Centralité
IS-SUR-TILLE	21	Centralité
ISSY-L'EVEQUE	71	Pôle de proximité
JOIGNY	89	Centralité
JUSSEY	70	Pôle de proximité
LA CHAPELLE-DE-GUINCHAY	71	Pôle de proximité
LA CHARITE-SUR-LOIRE	58	Centralité
LA CLAYETTE	71	Centralité
LA GUICHE	71	Pôle de proximité
LA MACHINE	58	Pôle de proximité
LA ROCHE-VINEUSE	71	Pôle de proximité
LABERGEMENT-SAINTE-MARIE	25	Pôle de proximité
LADOIX-SERRIGNY	21	Pôle de proximité
LAIGNES	21	Pôle de proximité
LAMARCHE-SUR-SAONE	21	Pôle de proximité
LAVANS-LÈS-SAINT-CLAUDE	39	Pôle de proximité
LE BREUIL	71	Pôle de proximité
LE CREUSOT	71	Pôle Structurant
LE RUSSEY	25	Pôle de proximité
LES AUXONS	25	Pôle de proximité
LES FINS	25	Pôle de proximité
LES ROUSSES	39	Centralité
LEVIER	25	Pôle de proximité
LIERNAIS	21	Pôle de proximité
LIGNY-LE-CHATEL	89	Pôle de proximité
L'ISLE-SUR-LE-DOUBS	25	Centralité
L'ISLE-SUR-SEREIN	89	Pôle de proximité
LONGCHAUMOIS	39	Pôle de proximité
LONGVIC	21	Centralité

LONS-LE-SAUNIER	39	Pôle Structurant
LORMES	58	Pôle de proximité
LOUHANS	71	Centralité
LUCENAY-LES-AIX	58	Pôle de proximité
LUGNY	71	Pôle de proximité
LURE	70	Centralité
LUX	71	Pôle de proximité
LUXEUIL-LES-BAINS	70	Centralité
LUZY	58	Centralité
MACON	71	Pôle Structurant
MAGNY-COURS	58	Pôle de proximité
MAÎCHE	25	Centralité
MALAY-LE-GRAND	89	Pôle de proximité
MAMIROLLE	25	Pôle de proximité
MANDEURE	25	Pôle de proximité
MARCIGNY	71	Centralité
MARMAGNE	71	Pôle de proximité
MARNAY	70	Pôle de proximité
MARSANNAY-LA-COTE	21	Pôle de proximité
MARZY	58	Pôle de proximité
MATHAY	25	Pôle de proximité
MATOUR	71	Pôle de proximité
MÉLISEY	70	Pôle de proximité
MERCUREY	71	Pôle de proximité
MERVANS	71	Pôle de proximité
MESSIGNY-ET-VANTOUX	21	Pôle de proximité
MESVRES	71	Pôle de proximité
MÉTABIEF	25	Pôle de proximité
MEURSAULT	21	Pôle de proximité
MIGENNES	89	Centralité
MIREBEAU-SUR-BEZE	21	Pôle de proximité
MISEREY-SALINES	25	Pôle de proximité
MOIRANS-EN-MONTAGNE	39	Centralité
MOLINGES	39	Pôle de proximité
MONTEAU	89	Centralité
MONTBARD	21	Centralité
MONTBÉLIARD	25	Pôle Structurant
MONTBOZON	70	Pôle de proximité
MONTCEAU-LES-MINES	71	Centralité
MONTCENIS	71	Pôle de proximité
MONTCHANIN	71	Centralité
MONTFERRAND-LE-CHÂTEAU	25	Pôle de proximité
MONTHOLON	89	Pôle de proximité
MONTMOROT	39	Pôle de proximité
MONTPONT-EN-BRESSE	71	Pôle de proximité
MONTRET	71	Pôle de proximité
MONTREUX-CHÂTEAU	90	Pôle de proximité
MONTSAUCHE-LES-SETTONS	58	Pôle de proximité
MONT-SOUS-VAUDREY	39	Pôle de proximité
MORBIER	39	Pôle de proximité
MORRE	25	Pôle de proximité
MORTEAU	25	Centralité
MORVILLARS	90	Pôle de proximité
MOUCHARD	39	Pôle de proximité
MOULINS-ENGILBERT	58	Pôle de proximité

MOUTHE	25	Pôle de proximité
NAVENNE	70	Pôle de proximité
NEUILLY-LES-DIJON	21	Pôle de proximité
NEUVY-SUR-LOIRE	58	Pôle de proximité
NEVERS	58	Pôle Structurant
NOIDANS-LÈS-VESOUL	70	Pôle de proximité
NOLAY	21	Pôle de proximité
NOVILLARS	25	Pôle de proximité
NOYERS	89	Pôle de proximité
NOZEROT	39	Pôle de proximité
NUITS-SAINT-GEORGES	21	Centralité
OFFEMONT	90	Pôle de proximité
ORCHAMPS	39	Pôle de proximité
ORCHAMPS-VENNES	25	Pôle de proximité
ORGELET	39	Centralité
ORNANS	25	Centralité
OUGES	21	Pôle de proximité
OUROUX-SUR-SAONE	71	Pôle de proximité
PALINGES	71	Pôle de proximité
PARAY-LE-MONIAL	71	Centralité
PARON	89	Pôle de proximité
PAYS DE CLERVAL	25	Pôle de proximité
PERRECY-LES-FORGES	71	Pôle de proximité
PERRIGNY	89	Pôle de proximité
PERRIGNY-LES-DIJON	21	Pôle de proximité
PESMES	70	Pôle de proximité
PIERRE-DE-BRESSE	71	Pôle de proximité
PIERREFONTAINE-LES-VARANS	25	Pôle de proximité
PIREY	25	Pôle de proximité
PLOMBIERES-LES-DIJON	21	Pôle de proximité
POLIGNY	39	Pôle de proximité
PONTAILLER-SUR-SAONE	21	Pôle de proximité
PONTARLIER	25	Pôle Structurant
PONT-DE-ROIDE	25	Centralité
PONT-SUR-YONNE	89	Centralité
PORT-SUR-SAÔNE	70	Pôle de proximité
POUGUES-LES-EAUX	58	Pôle de proximité
POUILLEY-LES-VIGNES	25	Pôle de proximité
POUILLY-EN-AUXOIS	21	Centralité
POUILLY-SUR-LOIRE	58	Pôle de proximité
POURRAIN	89	Pôle de proximité
PRECY-SOUS-THIL	21	Pôle de proximité
PRÉMANON	39	Pôle de proximité
PREMERY	58	Pôle de proximité
PRISSE	71	Pôle de proximité
PUSEY	70	Pôle de proximité
QUARRE-LES-TOMBES	89	Pôle de proximité
QUETIGNY	21	Centralité
QUINGEY	25	Pôle de proximité
RAVIERES	89	Pôle de proximité
RECEY-SUR-OURCE	21	Pôle de proximité
RIOZ	70	Pôle de proximité
ROCHFORT-SUR-NENON	39	Pôle de proximité
ROCHE-LEZ-BEAUPRÉ	25	Pôle de proximité
ROMANECHÉ-THORINS	71	Pôle de proximité

ROMENAY	71	Pôle de proximité
RONCHAMP	70	Pôle de proximité
ROUGEMONT	25	Pôle de proximité
ROUGEMONT-LE-CHÂTEAU	90	Pôle de proximité
ROULANS	25	Pôle de proximité
ROUVRAY	21	Pôle de proximité
RULLY	71	Pôle de proximité
SAINT-AMAND-EN-PUISAYE	58	Pôle de proximité
SAINT-AMOUR	39	Centralité
SAINT-APOLLINAIRE	21	Pôle de proximité
SAINT-AUBIN	39	Pôle de proximité
SAINT-BENIN-D'AZY	58	Pôle de proximité
SAINT-BONNET-DE-JOUX	71	Pôle de proximité
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	89	Pôle de proximité
SAINT-CHRISTOPHE-EN-BRIONNAIS	71	Pôle de proximité
SAINT-CLAUDE	39	Centralité
SAINT-CLEMENT	89	Pôle de proximité
SAINT-DENIS-LES-SENS	89	Pôle de proximité
SAINTE-SUZANNE	25	Pôle de proximité
SAINT-FARGEAU	89	Pôle de proximité
SAINT-FLORENTIN	89	Centralité
SAINT-GENGOUX-LE-NATIONAL	71	Pôle de proximité
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	89	Pôle de proximité
SAINT-GERMAIN-DU-BOIS	71	Pôle de proximité
SAINT-GERMAIN-DU-PLAIN	71	Pôle de proximité
SAINT-HIPPOLYTE	25	Pôle de proximité
SAINT-HONORE-LES-BAINS	58	Pôle de proximité
SAINT-JEAN-DE-LOSNE	21	Pôle de proximité
SAINT-JULIEN	21	Pôle de proximité
SAINT-JULIEN-DU-SAULT	89	Pôle de proximité
SAINT-LAURENT-EN-GRANDVAUX	39	Pôle de proximité
SAINT-LEGER-DES-VIGNES	58	Pôle de proximité
SAINT-LEGER-SUR-DHEUNE	71	Pôle de proximité
SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE	70	Centralité
SAINT-MARCEL	71	Pôle de proximité
SAINT-MARTIN-BELLE-ROCHE	71	Pôle de proximité
SAINT-MARTIN-EN-BRESSE	71	Pôle de proximité
SAINT-PIERRE-LE-MOUTIER	58	Centralité
SAINT-REMY	71	Centralité
SAINT-SAULGE	58	Pôle de proximité
SAINT-SAUVEUR	70	Pôle de proximité
SAINT-SAUVEUR-EN-PUISAYE	89	Pôle de proximité
SAINT-SEINE-L'ABBAYE	21	Pôle de proximité
SAINT-SYMPHORIEN-DE-MARMAGNE	71	Pôle de proximité
SAINT-VALERIEN	89	Pôle de proximité
SAINT-VALLIER	71	Centralité
SAINT-VIT	25	Pôle de proximité
SAINT-YAN	71	Pôle de proximité
SALINS-LES-BAINS	39	Centralité
SALORNAY-SUR-GUYE	71	Pôle de proximité
SANCE	71	Pôle de proximité
SANCEY	25	Pôle de proximité
SANTENAY	21	Pôle de proximité
SANVIGNES-LES-MINES	71	Pôle de proximité
SAÔNE	25	Pôle de proximité

SAULIEU	21	Centralité
SAULON-LA-CHAPELLE	21	Pôle de proximité
SAULX	70	Pôle de proximité
SAVIGNY-LES-BEAUNE	21	Pôle de proximité
SCEY-SUR-SAÔNE-ET-SAINT-ALBIN	70	Pôle de proximité
SEIGNELAY	89	Pôle de proximité
SELLIÈRES	39	Pôle de proximité
SELONCOURT	25	Pôle de proximité
SELONGEY	21	Pôle de proximité
SEMUR-EN-AUXOIS	21	Centralité
SENNECEY-LE-GRAND	71	Centralité
SENNECEY-LES-DIJON	21	Pôle de proximité
SENS	89	Pôle Structurant
SEPTMONCEL LES MOLUNES	39	Pôle de proximité
SERGINES	89	Pôle de proximité
SERRE-LES-SAPINS	25	Pôle de proximité
SEURRE	21	Centralité
SEVREY	71	Pôle de proximité
SOCHAUX	25	Pôle de proximité
SOMBERNON	21	Pôle de proximité
TALANT	21	Centralité
TANNAY	58	Pôle de proximité
TAVAUX	39	Pôle de proximité
THISE	25	Pôle de proximité
TONNERRE	89	Centralité
TORCY	71	Pôle de proximité
TOUCY	89	Centralité
TOULON-SUR-ARROUX	71	Pôle de proximité
TOURNUS	71	Centralité
TRAMAYES	71	Pôle de proximité
VAIVRE-ET-MONTOILLE	70	Pôle de proximité
VAL SURAN	39	Pôle de proximité
VALDAHON	25	Pôle de proximité
VALDOIE	90	Centralité
VALENTIGNEY	25	Pôle de proximité
VARENNES-LE-GRAND	71	Pôle de proximité
VARENNES-SAINT-SAUVEUR	71	Pôle de proximité
VARENNES-VAUZELLES	58	Centralité
VAROIS-ET-CHAIGNOT	21	Pôle de proximité
VARZY	58	Pôle de proximité
VAUVILLERS	70	Pôle de proximité
VELARS-SUR-OUCHÉ	21	Pôle de proximité
VENAREY-LES-LAUMES	21	Centralité
VERCEL-VILLEDIEU-LE-CAMP	25	Pôle de proximité
VERDUN-SUR-LE-DOUBS	71	Pôle de proximité
VERMENTON	89	Pôle de proximité
VESOUL	70	Pôle Structurant
VEZELAY	89	Pôle de proximité
VIEUX-CHARMONT	25	Pôle de proximité
VILLENEUVE-LA-GUYARD	89	Pôle de proximité
VILLENEUVE-L'ARCHEVEQUE	89	Pôle de proximité
VILLENEUVE-SUR-YONNE	89	Centralité
VILLERSEXEL	70	Pôle de proximité
VILLERS-LE-LAC	25	Pôle de proximité
VILLERS-LES-POTS	21	Pôle de proximité

VINCELLES	89	Pôle de proximité
VITTEAUX	21	Pôle de proximité
VOITEUR	39	Pôle de proximité
VOUJEAUCOURT	25	Pôle de proximité

REGLEMENTATION & ECO-CONDITIONNALITES

REGLEMENTATION | CONSTRUCTION – EXTENSION DE BATIMENT

REGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE RE2020 A PARTIR DU 1^{ER} JANVIER 2022

0. Sobriété foncière

En cohérence avec l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) défini par le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) et loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (Loi Climat et Résilience) tout projet de construction, d'extension de bâtiment, sur une emprise foncière jusqu'ici non artificialisée doit être justifié via la production d'une étude de faisabilité démontrant de son intérêt au regard de différents scénarios comparatifs possibles.

1. Besoin, consommation et production d'énergie

Les bâtiments ou extensions de bâtiment faisant l'objet d'une demande de subvention doivent respecter les règles techniques de la réglementation environnementale RE2020 applicable sur le territoire métropolitain.

Le décret n° 2021-1004 du 29 juillet 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine paru au JORF n°0176 du 31 juillet 2021 conditionne la construction (extension comprise) de bâtiment ou parties de bâtiments d'habitation, de bureaux, ou d'enseignement primaire ou secondaire autour de 5 exigences de résultats.

Entrée en vigueur de la réglementation environnementale RE2020 (France métropolitaine)

La réglementation environnementale des constructions de bâtiments (RE2020) entre en vigueur à compter du 1er janvier 2022 et remplace progressivement la réglementation thermique 2012 (RT2012).

Ces exigences s'appliquent à compter du...

- **1^{er} janvier 2022** à la construction de bâtiments ou parties de **bâtiments à usage d'habitation** ;
- **1^{er} juillet 2022** aux constructions de bâtiments ou parties de **bâtiments à usage tertiaire** (bureaux, enseignement primaire ou secondaire...);
- **1^{er} janvier 2023**, aux **extensions** de ces constructions et aux **constructions provisoires**.

Un label réglementaire sur la performance énergétique et environnementale est instauré avec une entrée en vigueur fixée par arrêté, au plus tard le 31 décembre 2022.

2. Perméabilité à l'air du bâtiment

Une mesure de la perméabilité à l'air exprimée en Q4Pa-surf doit être réalisée (*décret n° 2021-1004 du 29 juillet 2021*). Deux mesures d'infiltrométrie doivent être réalisées :

- la **1^{re} mesure au clos couvert** avec mise en œuvre de mesures correctrices sur les points de fuite identifiés ;
- la **2^{de} en fin de chantier** avec reprises des points de fuites identifiés lorsque cela est possible dans le cadre des opérations préalables à la réception du chantier.

Les résultats de la 2^{de} mesure doivent être fournis lors de la demande de versement du solde de subvention. En cas de dépassement de la valeur réglementaire, le solde de la subvention n'est pas versé.

AVERTISSEMENT : l'ensemble de ces modalités sont susceptibles d'évolution aux regards des textes réglementaires qui compléteront le décret n° 2021-1004 du 29 juillet 2021 et aux nouveaux labels sur la performance énergétique et environnementale des bâtiments en cours d'élaboration.

ECO-CONDITIONS | CONSTRUCTION – EXTENSION DE BATIMENT

BATIMENTS TERTIAIRES JUSQU’AU 30 JUIN 2022

0. Sobriété foncière

En cohérence avec l’objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) défini par le schéma régional d’aménagement, de développement durable et d’égalité des territoires (SRADDET) et loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (Loi Climat et Résilience) tout projet de construction, d’extension de bâtiment, sur une emprise foncière jusqu’ici non artificialisée doit être justifié via la production d’une étude de faisabilité démontrant de son intérêt au regard de différents scénarios comparatifs possibles.

1. Besoin, consommation et production d’énergie

Les bâtiments faisant l’objet d’une demande de subvention doivent respecter les règles techniques de la marque **EFFINERGIE**. Les règles techniques du label **BEPOS EFFINERGIE 2017** et **BEPOS+ EFFINERGIE 2017** associés au référentiel **E+C-** publiées à partir du 1^{er} février 2021 sont appliquées pour atteindre les niveaux de performances requis. Les règles techniques **EFFILOGIS** s’appliquent.

Performance énergétique exigée

- atteindre à minima le **niveau Energie 3** ;
- comporter une **production d’énergie renouvelable**, de type thermique (géothermie, bois) ou électrique (photovoltaïque d’une puissance minimale de 3 kWc) ;
- satisfaire aux règles du label **BEPOS EFFINERGIE 2017** sur les critères $B_{bio,max}$ -20 % et Cep_{max} .

CONSOMMATION CONVENTIONNELLE (kWh_{ep} /m².an)

BATIMENTS A USAGE D’HABITATION	BATIMENTS A USAGE TERTIAIRE
Cep_{max} -20 % sur la base de 50 kWh/m ² /an	Cep_{max} -40 %

Le niveau de consommation énergétique doit être démontré sur la base d’un calcul thermique réalisé selon la méthode Th-BCE. Le calcul est fait sur la base des usages de la réglementation thermique RT2012. Pour les usages non-inscrits dans la réglementation en vigueur, le calcul doit être fait selon les règles ci-dessous :

BATIMENTS HORS USAGE RT 2012	USAGE POUR MODELISATION
Théâtre, cinéma, opéra, auditorium	Commerce
Musée, salle d’exposition	Commerce
Salle polyvalente, salle des fêtes	Etablissement sportif municipal
Médiathèque, bibliothèque municipale	Bâtiment universitaire d’enseignement

2. Emissions de gaz à effet de serre (GES)

Le maître d’ouvrage (MOA) doit fournir une évaluation selon les règles techniques des niveaux « CARBONE » du référentiel E+C-. Le calcul carbone complet doit être réalisé en intégrant l’ensemble des matériaux et produits décrits dans le DCE, en précisant les cas échéant si des données environnementales sont manquantes.

L’évaluation se base sur le principe de l’Analyse de Cycle de Vie (ACV) et en grande partie sur la norme NF EN 15978. La réalisation de l’ACV permet de calculer deux types d’émissions de gaz à effet de serre associé à la construction d’un m² de bâtiment ou éq CO₂/m² :

- les émissions éq CO₂/m² émises sur l’ensemble du cycle de vie du bâtiment (Eges) ;
- les émissions éq CO₂/m² émises et relatives aux produits de construction et équipements (Eges_{PCE}).

Les projets qui mettent en œuvre des productions **photovoltaïques** conséquentes, le **comptage du carbone est limité** au prorata de l'autoconsommation du bâtiment. Le carbone résiduel est attribué à la centrale et pas au bâtiment.

3. Matériaux biosourcés et géosourcés

Les parois opaques du bâtiment doivent être isolées par des matériaux biosourcés ou géosourcés et correspondre aux définitions de l'arrêté du 19 décembre 2012 relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « bâtiment biosourcé ». Il s'agit notamment de fibres végétales telles que ouate de cellulose et carton, ouate de coton, fibre de textiles recyclées (*Métisse*®), fibre de bois, fibre de chanvre, chènevotte, bloc de chanvre, lin, liège, pouzzolane...

Les maîtres d'ouvrages et les équipes de maîtrise d'œuvre doivent justifier du 3^e niveau du label.

TYPE D'USAGE PRINCIPAL	Taux d'incorporation de MATIERE BIOSOURCÉE (kg/m ² de surface de plancher)
Industrie, stockage, service de transport	18
Autres usages : bâtiment collectif d'habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerce, enseignement, bâtiment agricole...	36

Les menuiseries extérieures en PVC, en bois exotiques et bois non certifiés sont exclues.

Les CCTP des lots de travaux doivent indiquer clairement ces conditions.

En cas d'impossibilité technique justifiée, une dérogation est possible après analyse et validation par les services de la Région.

4. Approvisionnement en énergie et énergies renouvelables

Conformément à la réglementation, le maître d'ouvrage doit fournir une **étude comparative des solutions de chauffage**. Cette étude doit être commandée au stade du programme et fournie au stade APS d'apporter au maître d'ouvrage les éléments nécessaires à la décision.

Les systèmes de chauffage électrique par effet Joule (ex : radiateur électrique) utilisés comme systèmes de chauffage uniques sont proscrits et rendent l'ensemble du projet inéligible.

Les pompes à chaleur air/air sont autorisées mais leur coût est retiré de l'assiette éligible.

Les pompes à chaleur air/eau ainsi que tous les autres modes que ceux cités ci-dessus sont éligibles.

5. Confort d'été

Une attention particulière doit être apportée au confort thermique tout au long de l'année et notamment lors des épisodes de fortes températures extérieures. L'objectif est d'**éviter le recours aux systèmes actifs de refroidissement gros consommateur d'énergie.**

Le maître d'ouvrage doit démontrer le bon confort thermique estival :

- soit au moyen d'une **note technique sur les choix constructifs et d'aménagements extérieurs** (inertie du bâtiment, capacité de déphasage thermique des matériaux d'isolation et des parois, protections solaires extérieures, sur-ventilation nocturne, couleurs des matériaux extérieurs, végétalisation des pieds de façades, protections végétales...);
- soit par la réalisation d'une **simulation thermique dynamique (STD)**. La STD doit être réalisée sur la base de 2 scénarios météorologiques, le 1^{er} correspondant à une année normale et le 2nd correspondant à une année caniculaire (scénario du GIEC).

6. Perméabilité à l'air du bâtiment

Une mesure de la perméabilité à l'air exprimée en Q4Pa-surf doit être réalisée par un opérateur autorisé par le ministère en charge de la construction.

La valeur mesurée doit être inférieure ou égale à la valeur indiquée ci-après.

BATIMENTS A USAGE D'HABITATION	BATIMENTS A USAGE TERTIAIRE
$\leq 0,6 \text{ m}^3/\text{h.m}^2$	

Les CCTP des lots de travaux doivent indiquer clairement la valeur cible maximale.

Deux mesures d'infiltrométrie doivent être réalisées :

- la **1^{re} mesure au clos couvert** avec mise en œuvre de mesures correctrices sur les points de fuite identifiés ;
- la **2^{nde} en fin de chantier** avec reprises des points de fuites identifiés lorsque cela est possible dans le cadre des opérations préalables à la réception du chantier.

Ces tests permettent de définir les éventuels traitements et/ou actions correctives nécessaires à l'atteinte de l'objectif. La valeur cible de perméabilité à l'air ne doit pas être dépassée lors du dernier test. **Les résultats de la 2^{nde} mesure doivent être fournis lors de la demande de versement du solde de subvention. En cas de dépassement de la valeur exigée, le solde de la subvention n'est pas versé.**

Un contrat de maintenance des systèmes de ventilation doit être prévu pour les installations en double flux, il doit être directement intégré dans les marchés en phase travaux ou via un marché séparé préparé par la MOE dès la phase DCE.

7. Qualité de l'air intérieur

Les matériaux ou produits utilisés doivent minimiser les risques de pollution intérieure. Les CCTP doivent clairement mentionner l'utilisation :

- d'enduits de ragréage et colles pour revêtements de sol labellisés EMICODE Classe EC1 minimum (liste disponible sur www.emicode.com);
- de matériaux et de produits utilisés pour les revêtements intérieurs et leur pose doivent respecter les exigences de la note A+ de l'étiquette « émission dans l'air intérieur » (conforme à la norme ISO 16000) ;
- de mobiliers certifiés NF environnement ameublement (NF 217).

ECO-CONDITIONS | RENOVATION - REHABILITATION

BATIMENTS TOUS USAGES

1. Consommation d'énergie

Les bâtiments faisant l'objet d'une demande de subvention doivent respecter les règles techniques de la marque **EFFINERGIE**. Les règles techniques du label **BBC EFFINERGIE Rénovation** publiées à partir du 1^{er} octobre 2021 sont appliquées pour atteindre les niveaux de performances requis. Les règles techniques EFFILOGIS s'appliquent.

La consommation énergétique primaire (Cep) s'exprime en kilowattheures d'énergie primaire par m² de surface RT (SHON RT) et par an (kWh_{ep} / m².an). Les consommations énergétiques prises en compte sont celles de la réglementation thermique en vigueur, c'est-à-dire les consommations liées au chauffage, à l'eau chaude sanitaire (ECS), aux auxiliaires de chauffage et de ventilation, à la climatisation et à l'éclairage.

Les consommations sont calculées conformément aux règles Th-C-E Ex (rénovation). Les facteurs de conversion « énergie finale / énergie primaire » sont de 0,6 pour le bois et les réseaux de chaleur alimentés à plus de 50% par des énergies renouvelables, 2,58 pour l'électricité et 1 pour les autres énergies.

La production d'électricité renouvelable éventuelle n'est pas comptabilisée dans les calculs qui justifient l'atteinte du niveau BBC EFFINERGIE rénovation.

La consommation conventionnelle d'énergie primaire du bâtiment pour le chauffage, le refroidissement, la ventilation, la production d'eau chaude sanitaire et l'éclairage des locaux doit être inférieure ou égale à :

CONSOMMATION CONVENTIONNELLE (kWh_{ep} /m².an)

$$Cep_{\text{projet}} \leq C_{\text{réf}} -40 \%$$

Etiquette B

Par ailleurs, les lots de travaux réalisés doivent respecter les niveaux de performances minima suivants, sauf impossibilité technique justifiée :

PAROIS / ELEMENTS DE PAROIS	VALEUR GARDE-FOU
Toitures, combles, rampants, toitures terrasses	
Sans photovoltaïque/solaire thermique	$R \geq 7,5 \text{ m}^2.\text{K}/\text{W}$
Avec photovoltaïque/solaire thermique	$R \geq 8,5 \text{ m}^2.\text{K}/\text{W}$
Murs	$R \geq 4 \text{ m}^2.\text{K}/\text{W}$
Plancher bas	$R \geq 3,5 \text{ m}^2.\text{K}/\text{W}$
Menuiseries extérieures	
Embrasures	$R_{\text{additionnel}} \geq 0,5 \text{ m}^2.\text{K}/\text{W}$
Fenêtres	$U_w \leq 1,3 \text{ W}/\text{m}^2.\text{K}$
Portes	$U_d \leq 1,5 \text{ W}/\text{m}^2.\text{K}$

2. Emissions de gaz à effet de serre (GES)

Les émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation conventionnelle d'énergie relative à l'usage du bâtiment, calculée telle qu'indiquée, doivent être inférieures ou égales aux valeurs suivantes :

BATIMENTS A USAGE D'HABITATION	BATIMENTS A USAGE TERTIAIRE
20 kg éq CO ₂ /m ² /an	10 kg éq CO ₂ /m ² /an

3. Matériaux biosourcés et géosourcés

Les parois opaques du bâtiment doivent être isolées par des matériaux biosourcés ou géosourcés et correspondre aux définitions de l'arrêté du 19 décembre 2012 relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « bâtiment biosourcé ». Il s'agit notamment de fibres végétales telles que ouate de cellulose et carton, ouate de coton, fibre de textiles recyclées (*Métisse*®), fibre de bois, fibre de chanvre, chènevotte, bloc de chanvre, lin, liège, pouzzolane...

Les menuiseries extérieures en PVC, en bois exotiques et bois non certifiés sont exclues. En cas de changement récent, une dérogation est possible sur avis des services de la Région.

Les CCTP des lots de travaux doivent indiquer clairement ces conditions.

En cas d'impossibilité technique justifiée, une dérogation est possible après analyse et validation par les services de la Région.

4. Chauffage

Pour tous les projets dont le remplacement de la production de chaleur existante est prévu (ex : changement de chaudière) avec une énergie non renouvelable, conformément à la réglementation, le maître d'ouvrage doit fournir une **étude comparative des solutions de chauffage**. Cette étude doit être commandée au stade du programme et fournie au stade APS d'apporter au maître d'ouvrage les éléments nécessaires à la décision.

Les systèmes de chauffage électrique par effet Joule (ex : radiateur électrique) utilisés comme systèmes de chauffage uniques sont proscrits et rendent l'ensemble du projet inéligible.

Les pompes à chaleur air/air sont autorisées mais leur coût est retiré de l'assiette éligible.

Les pompes à chaleur air/eau ainsi que tous les autres modes que ceux cités ci-dessus sont éligibles.

5. Confort d'été

Une attention particulière doit être apportée au confort thermique tout au long de l'année et notamment lors des épisodes de fortes températures extérieures. L'objectif est d'**éviter le recours aux systèmes actifs de refroidissement gros consommateur d'énergie**.

La justification d'un bon confort thermique estival doit être démontrée :

- soit au moyen d'une **note technique sur les choix constructifs et d'aménagements extérieurs** (inertie du bâtiment, capacité de déphasage thermique des matériaux d'isolation et des parois, protections solaires extérieures, sur-ventilation nocturne, couleurs des matériaux extérieurs, végétalisation des pieds de façades, protections végétales...);
- soit par la réalisation d'une **simulation thermique dynamique (STD)**. La STD doit être réalisée sur la base de 2 scénarios météorologiques, le 1^{er} correspondant à une année normale et le 2nd correspondant à une année caniculaire (scénario du GIEC).

6. Perméabilité à l'air du bâtiment

Une mesure de la perméabilité à l'air exprimée en Q4Pa-surf doit être réalisée par un opérateur autorisé par le ministère en charge de la construction.

La valeur mesurée doit être inférieure ou égale aux valeurs décrites ci-après.

BATIMENTS A USAGE D'HABITATION	BATIMENTS A USAGE TERTIAIRE
$\leq 1,2 \text{ m}^3/\text{h.m}^2$	$\leq 1,5 \text{ m}^3/\text{h.m}^2$

Les CCTP des lots de travaux doivent indiquer clairement la valeur cible maximale.

Deux mesures d'infiltrométrie doivent être réalisées :

- la **1^{re} mesure au clos couvert** avec mise en œuvre de mesures correctrices sur les points de fuite identifiés ;
- la **2nde en fin de chantier** avec reprises des points de fuites identifiés lorsque cela est possible dans le cadre des opérations préalables à la réception du chantier.

Ces tests permettent de définir les éventuels traitements et/ou actions correctives nécessaires à l'atteinte de l'objectif. La valeur cible de perméabilité à l'air ne doit pas être dépassée lors du dernier test. **Les résultats de la 2nde mesure doivent être fournis lors de la demande de versement du solde de subvention. En cas de dépassement de la valeur règlementaire, le solde de la subvention n'est pas versé.**

7. Qualité de l'air intérieur

Les matériaux ou produits utilisés doivent minimiser les risques de pollution intérieure. Les CCTP doivent clairement mentionner l'utilisation :

- d'enduits de ragréage et colles pour revêtements de sol labellisés EMICODE Classe EC1 minimum (liste disponible sur www.emicode.com) ;
- de matériaux et de produits utilisés pour les revêtements intérieurs et leur pose doivent respecter les exigences de la note A+ de l'étiquette « émission dans l'air intérieur » (conforme à la norme ISO 16000) ;
- de mobiliers certifiés NF environnement ameublement (NF 217).

AMENAGEMENT EXTERIEUR

ABORDS DES BATIMENTS - AMENAGEMENTS D'ESPACES PUBLICS

Le vivant comme élément structurant des aménagements extérieurs est essentiel **pour lutter efficacement contre les îlots de chaleur, la pollution, les inondations...** Cela implique d'aménager en repensant les mobilités, plus douces et moins consommatrices de foncier ; de respecter les milieux dans lesquels les aménagements s'implantent pour bénéficier des éléments naturels déjà présents ; en réponse aux dysfonctionnements de l'urbanisation et aux limites de nos pratiques actuelles d'aménagement.

Les projets d'aménagements extérieurs soutenus par la Région doivent être étudiés au regard de ces enjeux et doivent intégrer les objectifs suivants :

1. Améliorer la gestion de l'eau

La saturation récurrente des systèmes de canalisations oblige à repenser la gestion de l'eau. En se basant sur les mécanismes naturels, les aménagements intégrant la biodiversité recourent au végétal et permettent de limiter le débordement des eaux et de lutter contre les inondations.

2. Rafraîchir la ville, le village

Les aménagements minéralisés, privés de surfaces végétalisées de pleine terre, contribuent directement aux îlots de chaleur. En consommant l'énergie solaire tout en créant de l'ombre, arbres et végétaux permettent, par évapotranspiration de faire baisser les températures de façon significative.

3. Préserver et accueillir la biodiversité

Tous les écosystèmes ont comme point de départ la présence d'eau et de végétaux. Lorsque ces éléments sont intégrés et bien gérés en milieu urbain, ils permettent aux villes de jouer un rôle positif en faveur de la biodiversité. Pour perdurer, cette dernière a également besoin de l'implication des citoyens, qui doivent être sensibilisés aux vertus du végétal.

4. Revitaliser la ville, le village

L'attention portée au paysage, à la qualité et au dimensionnement des espaces aménagés, contribue à l'amélioration du cadre de vie. Les habitants souhaitent ainsi vivre à côté d'un espace accueillant et aux diversités d'usages appropriés. Grâce à cette force d'attraction, les espaces de nature accompagnent la redynamisation d'un centre-ville, d'un centre-bourg, d'un faubourg, d'un hameau ou d'un quartier.

5. Repenser les mobilités au sein d'un territoire

Repenser une entrée de ville, de bourg, améliorer un axe routier, favoriser les déplacements doux, désenclaver un hameau, un quartier... A travers une approche globale et esthétique de la ville, il est possible de repenser les mobilités durables et les connexions.

6. Favoriser l'inclusion des habitants

La végétalisation d'espaces sous la forme de jardins, de parcs, de promenades, de cheminement, de voies cyclables ou encore de potagers offre autant de lieux d'échange, de rencontre, de loisirs et de détente aux habitants.

Cette approche contribue directement à la **mise en œuvre d'objectifs régionaux** définis au titre du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) et de la Stratégie Régionale de Biodiversité (SRB). Par conséquent, il est attendu que les **aménagement extérieurs soutenus par la Région** répondent à un certain nombre de critères et **intègrent les recommandations énoncées**.

Le maître d'ouvrage et son équipe de maîtrise d'œuvre sont invités, dès la conception du projet, à se poser à minima l'ensemble des questions figurant dans le questionnaire d'évaluation auquel il doit répondre. Ce questionnaire aborde 5 grandes thématiques (**gestion de projet, perméabilité et gestion des eaux pluviales, biodiversité, ambiance climatique, mobilités**) à partir duquel est évalué le projet puis retenu ou rejeté par les services de la Région.

7. Perméabilité des sols

Maintenir le maximum de perméabilité (pleine terre, revêtements perméables de type pavés non joints, stabilisés, etc.) permettant l'infiltration des eaux pluviales et donc de réduire le dimensionnement nécessaire des réseaux d'assainissement (égouts et STEP).

Le Maître d'ouvrage doit **démontrer l'augmentation globale de la part des surfaces perméables** par rapport à la surface totale initiale de l'emprise du projet.

8. Gestions des eaux pluviales

Penser à anticiper en amont du projet la possibilité d'infiltrer les eaux sur place en introduisant des techniques alternatives aux réseaux telles que la **réutilisation pour l'entretien ou infiltration d'une partie des eaux pluviales**.

Le maître d'ouvrage doit étudier et maitre en œuvre une **gestion des eaux pluviales à la parcelle** privilégiant prioritairement une **gestion aérienne** (noues, bassins d'infiltration végétalisés, jardins de pluies, et une **déconnexion complète des eaux pluviales**.

Dans le cadre d'opérations d'aménagement, il est exigé l'infiltration et, à défaut, si la gestion à 100% par infiltration seule n'est pas possible la rétention des eaux pluviales voire leurs rejets

Infiltration

L'infiltration des eaux pluviales doit systématiquement être recherchée par le maître d'ouvrage, de sorte à prendre en charge sur l'assiette du projet une pluie de période de retour 30 ans sans dysfonctionnement. En limitant l'apport d'eaux pluviales en dehors du projet, **l'infiltration** permet de réduire les coûts de fonctionnement et d'investissement pour la collectivité et surtout **permet le maintien d'un fonctionnement préexistant (état naturel)**. Il doit être privilégié les ouvrages à ciel ouvert (jardin de pluie, bassin végétalisé, noue).

Il est demandé, même en cas de capacité du sous-sol insuffisante pour gérer la pluie de dimensionnement trentennale, de réserver a minima un volume d'infiltration pour les pluies fréquentes à l'échelle de chaque parcelle.

Rétention

Dans les cas où l'infiltration s'avère impossible ou insuffisante, un ouvrage de rétention/régulation doit être mis en œuvre avant rejet en dehors de la parcelle.

Rejet

Le rejet des eaux pluviales après régulation s'effectue en priorité dans le milieu naturel, le cas échéant dans le réseau d'eaux pluviales collectif.